

Vous pensiez à la Syrie? La 3ème Guerre mondiale pourrait plutôt commencer dans la Baltique (et on y entend justement de plus en plus de bruits de bottes)



Alors que les incidents se multiplient depuis plusieurs mois dans la mer Baltique entre les forces russes d'un côté, les nations riveraines et l'Alliance atlantique de l'autre, la hausse des tensions dans cette région, laisse craindre l'éclatement d'un conflit ouvert.

Avec Guillaume Lagane

Avec Florent
Parmentier

Atlantico : Alors que l'attention médiatique est concentrée sur le conflit syro-irakien, dans quelle mesure assiste-t-on à une hausse inquiétante des tensions russo-américaines dans la région de la Baltique ? Pourquoi cette région fait-elle l'objet de rivalités aussi vives ? Pourrait-elle être le point de départ, l'élément déclencheur d'une troisième guerre mondiale, comme le craignent de nombreux analystes ?

Guillaume Lagane : Depuis plusieurs mois, les incidents se multiplient dans la mer Baltique entre les forces russes et les nations riveraines. On a ainsi assisté à des vols d'avion de chasse russes dans l'espace aérien de la Suède ; la Russie a également déployé des missiles nucléaires de moyenne portée Iskander dans l'enclave de Kaliningrad. Ce n'est pas la première fois que la Russie procède à un tel déploiement mais ses manœuvres sont clairement en rupture avec les traités, notamment le traité FNI sur les forces intermédiaires de 1987, et participent d'une montée des tensions orchestrée par Moscou.

Pourquoi cette région attise-t-elle les rivalités ? Tout d'abord, la Baltique est une mer fermée, qui a toujours joué un rôle très important pour la Russie : la ville de Saint Pétersbourg a été créée au XVIIIème siècle pour assurer une ouverture de la Russie sur cette mer. Au début du XXème siècle, la mer Baltique était d'ailleurs largement contrôlée par la Russie qui possédait à la fois la Finlande et les Etats baltes. La possibilité de sortir de cette mer par le Danemark afin d'accéder aux mers libres de glace est l'aspect stratégique le plus important pour Moscou.

D'autres considérations entrent aujourd'hui en jeu, notamment économiques. La mer Baltique est un espace de commerce et de transit énergétique avec le gazoduc North Stream, entre la Russie et l'Allemagne. Au-delà, la Russie joue un jeu mondial où la Baltique est un pion comme la Mer Noire ou le Moyen Orient.

Aujourd'hui la Baltique est une région où sont confrontés trois types d'Etats : la Russie, les Etats membres de l'Alliance atlantique (Danemark, Pologne et depuis 2004 les Etats baltes) et enfin des Etats neutres, comme la Suède et la Finlande, qui se posent aujourd'hui la question de leur évolution vers l'Alliance atlantique face à la politique russe.

Il faut être prudent quant à la possibilité qu'éclate un véritable conflit mondial. Mais n'oublions pas le passé : en 1939, c'est le corridor de Dantzig dans la région Baltique qui a fait l'objet de tensions très fortes entre l'Allemagne, qui souhaitait récupérer cette partie de la Pologne et les Etats alliés. En septembre 1939, c'est l'attaque de la Pologne qui a déclenché la Seconde Guerre mondiale. La situation aujourd'hui n'a pas encore atteint ce stade, mais les éléments de tension, indubitablement, existent.

A lire également sur notre site : [Poutine prépare les nouveaux espions satellites de l'espace](#)

Florent Parmentier : Il est vrai que la théorie de la "troisième guerre mondiale" a circulé dans des journaux en Russie, qui attirent notre attention sur la dégradation des relations russo-américaines en Syrie. Nous n'en sommes encore pas là : la situation actuelle se caractérise par une conflictualité structurelle des relations ouvrant des possibilités pour des accords sectorielles et des guerres locales. Nul protagoniste ne souhaite une guerre totale : l'idée est plutôt d'imposer un rapport de force et de s'y tenir. Ce rapport de force est d'ailleurs un préalable à une négociation et non un facteur de blocage.

Les pays Baltes se voient comme une ligne de front face à la Russie : d'importantes minorités russes se trouvent en Estonie et en Lettonie, tandis qu'on trouve une diaspora balte influente aux Etats-Unis du temps de la Guerre froide. L'ancien président lituanien Adamkus (2004-2009) ou l'ancien président estonien Toomas Hendrik Ilves (2006-2016) ont travaillé pour l'administration américaine avant de prendre les rênes de leur pays, ce qui n'a pas simplifié les relations avec la Russie.

A quelles manœuvres d'intimidation la Russie et les Etats-Unis se sont-ils livrés au cours des dernières années ? Quel est aujourd'hui le rapport de force ?

Florent Parmentier : Depuis l'élargissement de l'Otan en 2004, les manœuvres militaires russes montrent ostensiblement que Moscou cherche à garder un rôle dans l'espace régional. A travers ce rôle d'intimidateur régional, la Russie entend parler directement aux Etats-Unis, comme elle le fait en Syrie avant la présidentielle américaine. Il y a des torts partagés dans la dégradation des relations entre les Etats-Unis et la Russie : on a tendance à oublier que le premier mandat de Vladimir Poutine était favorable aux Etats-Unis et à l'Europe, mais qu'ensuite le discours de Munich de février 2007 a sans doute constitué un tournant.

Sur le terrain, le déploiement récent de deux navires de guerre russes a été dénoncé par les autorités polonaises. Cela fait suite à une série de tensions liées aux avions qui testent fréquemment la sécurité des espaces aériens des trois Etats baltes comme de la Suède, mais aussi à la présence de missile Iskander dans l'enclave de Kaliningrad, située entre la Pologne et la Russie. La course à l'armement régionale n'est donc pas finie... Malgré la détermination affichée par l'Otan, la Russie mobilise lors de ses manœuvres l'ensemble de ses forces, lui donnant une force de frappe considérable. Ce qui ne veut toutefois pas dire qu'elle souhaite s'en servir.

Guillaume Lagane : La Russie a entrepris dans l'espace baltique une politique de restauration de sa puissance navale, au travers de plusieurs passages de navires, récemment de petits lanceurs de missiles nucléaires, et de vols d'avions de chasse russes.

Mais la stratégie russe n'est pas seulement militaire. Elle se décline également au travers de la construction d'un partenariat énergétique avec l'Allemagne (le projet North Stream) et la création d'une forme d'axe Berlin-Moscou. Rappelons que c'est l'ancien chancelier Schröder qui était à la tête de ce consortium germano-russe.

La stratégie russe comporte également un volet lié à la présence de minorités russophones dans les Etats baltes, en particulier en Estonie et en Lettonie, où elles représentent entre 20 à 25% de la population : la Russie, par le biais de distribution de passeports, d'aide financière et de soutien à des partis politiques tente d'influencer ces minorités, qui, selon elle, appartiennent à ce qu'elle appelle le "monde russe".

La Baltique est également au cœur des préoccupations de Washington. Les Etats-Unis ont accepté d'élargir l'Alliance atlantique en 1999 à la Pologne. Puis en 2004, ce sont les trois Etats baltes qui ont intégré l'Otan. Aujourd'hui, et en particulier depuis l'intervention russe en Ukraine (annexion de la Crimée et soutien aux séparatistes), la volonté américaine est de garantir aux Etats baltes qu'ils seront protégés en cas d'attaque russe et que l'article 5 de solidarité de l'Alliance atlantique sera respecté. Lors du récent sommet de Varsovie, l'Otan a annoncé un déploiement de forces, y compris américaines dans les Etats baltes, ce qui est une nouveauté. Par ailleurs, la Pologne fait partie du projet américain de bouclier anti-missile.

Aujourd'hui, on peut considérer que le rapport de force reste probablement favorable à la Russie, dont les forces sont bien supérieures aux armées de l'Otan. En Suède, un débat a lieu sur l'allongement du service militaire en 2018 pour renforcer les capacités militaires, jugées insuffisantes aujourd'hui pour répondre sans l'aide américaine à une provocation russe. Le déploiement actuel de 4000 soldats occidentaux ne suffira pas à rétablir un rapport de force défavorable à la Russie mais il est censé envoyer un message plus "politique" que militaire à Moscou. Les forces de Poutine peuvent certes aller à Riga en quelques heures mais elles devront affronter des soldats français ou américains...

Aux Etats-Unis, certains analystes estiment que la Russie pourrait s'emparer des Etats baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie). Dans quelle mesure ce scénario vous semble-t-il réaliste ?

Guillaume Lagane : Il faut d'abord rappeler que la menace russe est toujours perçue avec beaucoup d'intensité dans la région baltique. Si on prend le cas de la Finlande, elle a, aux côtés de l'Allemagne, affronté la Russie pendant la Seconde Guerre mondiale et a, en 1945, perdu une partie de son territoire, la Carélie. Elle a ensuite développé une politique de neutralité, appelée "la

finlandisation", qui consistait, tout en conservant un système politique et économique de type capitaliste et libéral, à ne pas provoquer la Russie sur le plan diplomatique et à toujours ménager le point de vue de l'URSS.

Aujourd'hui, la persistance de cette menace russe explique le débat qui se tient en Finlande sur un rapprochement avec l'Otan. Du côté des Etats baltes, la situation est similaire : ce sont des Etats qui étaient sous domination russe jusqu'au début du XXème siècle, qui ont obtenu leur indépendance en 1918, et qui ont vécu de manière traumatique l'annexion par l'URSS de leur territoire en 1940 à la suite du pacte Ribbentrop-Molotov. De sorte qu'en 1990, lorsqu'ils ont recouvré leur indépendance, ils n'ont eu de cesse de s'inquiéter d'une seconde annexion par la Russie, d'où leur rapprochement avec l'Union européenne et leur entrée dans l'Alliance atlantique en 2004.

Aujourd'hui, ces Etats tablent principalement sur le soutien que les Américains et les membres de l'Alliance atlantique pourraient leur apporter – puisque sur le plan militaire ils ne sont pas capables de résister à la Russie. La difficulté serait pour ces Etats d'avoir à réagir à une "guerre hybride", c'est à dire l'envoi par la Russie de "petits hommes verts", comme cela a été le cas en Crimée, pour soutenir un mouvement séparatiste en Estonie ou en Lettonie par exemple. De la même manière, l'Estonie a été victime d'une attaque cybernétique en provenance de Russie. Ce sont ces formes d'attaques non traditionnelles, non classiques qui inquiètent les Etats baltes, et qui de fait, pourraient provoquer, sinon une annexion, du moins une déstabilisation.

Florent Parmentier : Le scénario qui verrait la Russie annexer purement et simplement les Etats baltes comme la Crimée tient de la science-fiction. En effet, le coût d'une annexion serait disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, et surtout engendrerait une série de conséquences dramatiques, bien au-delà de celles du conflit en Ukraine. Ce n'est pas, au fond, un affrontement généralisé que cherchent les dirigeants russes.

Cela ne veut pas dire que les inquiétudes des Baltes sont infondées : leurs craintes viennent plutôt de la peur d'une guerre hybride, dont l'Ukraine a constitué un exemple, alliant guerre conventionnelle, guerre asymétrique et cyberguerre. Le scénario dans lequel la Russie viendrait défendre ses minorités russophones est à l'esprit de beaucoup d'observateurs.

Aussi, il faut se demander si tout discours ne sert à quelque chose et à quelqu'un : il existe une coalition à Washington DC unissant des partisans des droits de l'homme, des nationalistes centre et est-européens ainsi que des faucons liés au complexe militaro-industriel. La Russie est un ennemi confortable vu des Etats-Unis, et l'agressivité du président russe nourrit les stéréotypes à l'encontre de ce pays. A l'anti-américanisme russe répond une russophobie non moins réelle de l'autre côté de l'Atlantique, même si elle est réduite à la communauté stratégique.

Alors que se tient dans moins d'un mois l'élection présidentielle américaine, comment pourrait évoluer ce conflit en fonction du futur locataire de la Maison blanche ?

Florent Parmentier : L'approche dominante est qu'une présidence Clinton serait plus dure qu'une présidence Trump, ce dernier ayant singularisé plusieurs adversaires au cours de sa campagne – notamment les Mexicains ou les Chinois – mais s'étant montré prêt à travailler avec la Russie. Il est vrai que Vladimir Poutine connaît une hostilité personnelle envers Hillary Clinton, qu'il rend responsable de la "révolution blanche", ces grands moments de contestation de l'hiver 2011.

Toutefois, une Hillary Clinton affaiblie pourrait ne pas suivre la politique recommandée par les néo-conservateurs qui l'ont rejointe. Similairement, on imagine mal Donald Trump réussir à totalement changer la politique américaine sur ce plan, tandis que les sénateurs pourraient contribuer à empêcher toute détente avec la Russie. En tout état de cause, la nouvelle administration mettra du temps à s'installer dans ses nouvelles fonctions : cela laisse encore du temps à Vladimir Poutine pour prendre des initiatives. Les prochains mois sont donc à suivre avec intérêt.

Guillaume Lagane : Aujourd'hui, si l'on en croit les déclarations de campagne des candidats, on peut considérer que l'élection de Donald Trump serait un signal plutôt positif pour la Russie puisqu'il a critiqué la dépendance des Etats de la Baltique envers les Etats-Unis à travers l'Alliance atlantique. Il a également expliqué qu'il souhaitait avoir une relation plus positive avec la Russie de Vladimir Poutine. On peut estimer que ces déclarations, assez surprenantes dans la bouche d'un candidat républicain, seraient plutôt le signe d'une influence accrue de la Russie dans la Baltique.

Hillary Clinton, de son côté, a un discours plus classique et conventionnel avec une volonté de s'opposer à l'expansionnisme russe. Comme elle a été Secrétaire d'Etat et qu'elle connaît bien les relations internationales, on peut imaginer qu'elle reprendrait la rhétorique américaine traditionnelle visant à protéger les Etats de la Baltique de toute ingérence russe et à développer des moyens d'intervention, qu'il s'agisse du bouclier anti-missile ou d'un déploiement militaire dans la région.